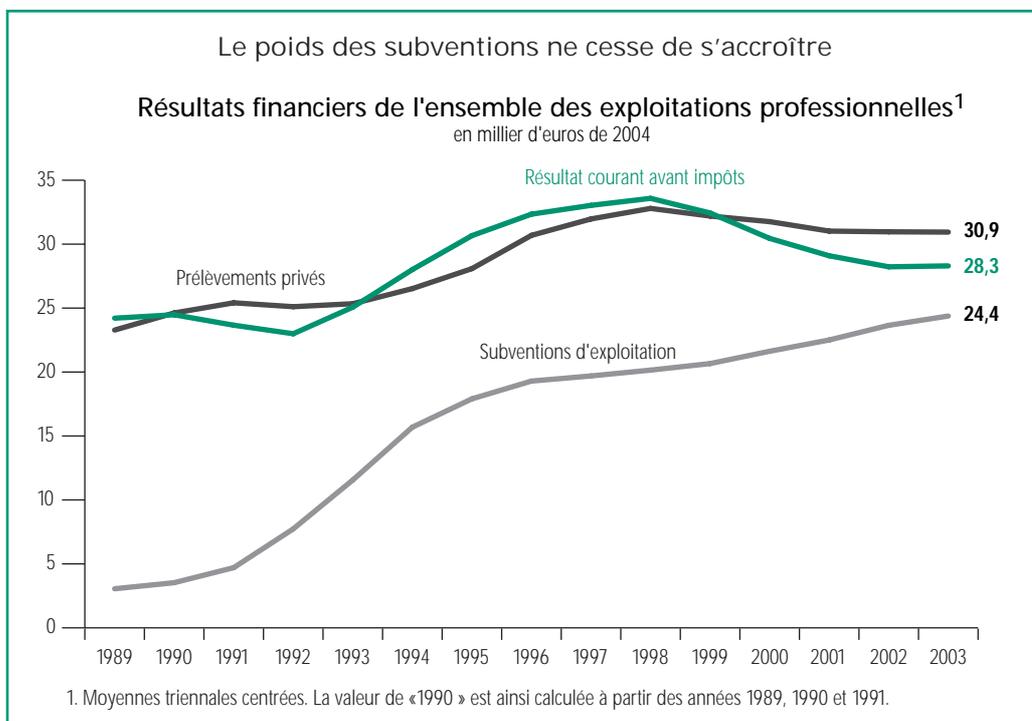


Amélioration globale

Le résultat courant avant impôts des exploitations du Réseau d'information comptable agricole augmente en valeur réelle de 2,3 % en 2004. Il avait baissé de 4,4 % en 2003. Le résultat recule dans les orientations végétales, malgré de bonnes récoltes.

En 2004, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations du Réseau d'information comptable agricole augmente hors inflation de 2,3 %. Il avait baissé de 4,4 % en 2003, une année marquée par de graves intempéries. À prix courants, le RCAI progresse de 4,0 % en 2004 et atteint en moyenne 28 400 euros par exploitation. Il reste toutefois loin de ses niveaux des années 1997 à 2000. En 2004, les

ventes s'effritent¹ de 1 % malgré une production en hausse de 3 %. Le prix du pétrole pèse sur la plupart des charges d'exploitation, notamment en énergie, en produits phytosanitaires et en engrais. Les dépenses d'aliments grossiers augmentent de 14 %, les éleveurs subissant encore les conséquences des intempéries de 2003. Les subventions d'exploitation progressent de 3 %, du fait des reports d'indemnités calamités perçues au titre de 2003. Elles s'établissent en moyenne à 24 900 euros par exploitation. La capacité d'autofinancement augmente de 4 % pour atteindre 48 900 euros. Les prélèvements privés, solde des retraits et des apports en espèce ou en nature effectués par l'exploitant, augmentent de 3 % et atteignent 30 500 euros par exploitation. Ils couvrent les besoins de l'exploitant et de sa famille et acquittent les charges sociales. L'autofinancement, égal à la capacité d'autofinancement diminuée des prélèvements privés, progresse de près de 5 %. Avec 18 400 euros en moyenne, il finance une part importante de l'investissement, en retrait de 8 %. L'excédent de >



Source : Agreste - Réseau d'information comptable agricole (Rica)

1. Toutes les évolutions sont désormais calculées à prix courants.

Pour en savoir plus...

■ **Résultats nationaux**
« Résultats économiques des exploitations agricoles en 2004 », *Agreste-Cahiers*, à paraître en 2006.

■ **Résultats régionaux**
Consultez les services statistiques des directions régionales de l'Agriculture et de la Forêt qui disposent de l'ensemble des résultats.

et le site Internet du Scees : www.agreste.agriculture.gouv.fr

> trésorerie d'exploitation régresse de 6 %. En 2004, l'endettement moyen des exploitations s'accroît de 3 % à 103 000 euros. Il représente désormais 35,8 % du total du bilan, soit légèrement plus qu'en 2003. Le poids de l'endettement, défini par les remboursements financiers rapportés à l'excédent brut d'exploitation, diminue légèrement. Mais il demeure à un niveau relativement élevé à 35,0 %. Ces données moyennes sont le reflet de situations extrêmement diversifiées et changeantes. En 2004, près de 10 % des 383 100 exploitations professionnelles enregistrent un résultat négatif. Et un peu plus de 7 % ont un RCAI supérieur à 70 000 euros. De plus, entre 2003 et 2004, 3 000 exploitations ont une baisse de leur RCAI supérieure à 100 000 euros. Et 3 300 ont un résultat en hausse de plus de 100 000 euros. La médiane, qui sépare la population en deux

parties égales, s'établit à 22 000 euros.

Dégradation en grandes cultures

Après deux années consécutives favorables, la situation se dégrade en grandes cultures. Le résultat courant avant impôts recule de 7 % pour atteindre 27 900 euros par exploitation.

Des récoltes abondantes et des prix bas dans les orientations végétales

Contrairement à 2003, les récoltes de 2004 sont abondantes. Tous les rendements sont à la hausse, notamment celui du blé tendre, du maïs grain et de la pomme de terre, mais les cours sont à la baisse. La plupart des prix de vente diminuent. Seul celui de la

pomme de terre augmente légèrement. Après une année 2003 défavorable, le résultat des exploitations viticoles d'appellation se redresse, tiré notamment par les bons résultats du champagne. Il atteint 51 800 euros en moyenne par exploitation. Après la faible récolte de 2003, les vendanges sont abondantes, mais les prix des vins de qualité diminuent de 4 %. Les subventions d'exploitation augmentent à 4 300 euros en moyenne par exploitation. Cette hausse est due à des reports d'aides calamités perçues au titre des intempéries de 2003. L'endettement continue de s'alourdir. Hors appellation, le RCAI recule de 19 % en valeur courante, après deux années d'amélioration. Il s'élève à 21 500 euros en moyenne, un niveau parmi les plus faibles de toutes les orientations. Le rendement des vignes progresse, de même que le prix du vin de pays. Le prix des vins pour eaux-de-vie diminue de 8 %. Les prélèvements privés chutent de 56 %. Le résultat des arboriculteurs fruitiers chute de 38 % pour s'établir à 25 100 euros par exploitation. Après les pertes de récoltes importantes de 2003 dues aux gelées et à la sécheresse, la production augmente en volume pour la plupart des fruits, notamment les abricots et les pêches. Mais les prix sont en fort recul, sauf pour la pomme. Après une forte hausse en 2003 en compensation des accidents climatiques, les subventions d'exploitation diminuent fortement en 2004 pour retrouver le niveau de 2002. La capacité d'autofinancement recule de 25 %.

3 600 euros par hectare de charges énergétiques en maraîchage-horticulture

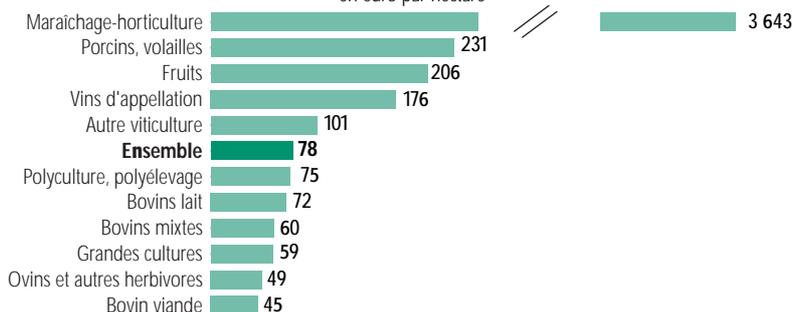
■ La hausse du prix du pétrole pèse sur les dépenses consacrées à l'énergie en 2004. Elles progressent de 8 % pour atteindre 5 400 euros en moyenne par exploitation soit 78 euros par hectare. Elles ne représentent toutefois que 5 % des charges. Ce ratio est inférieur à 2 % en viticulture d'appellation, et à 5 % dans les autres orientations sauf en maraîchage-horticulture où il excède les 10 %. En 2004, les dépenses en énergie atteignent 45 euros par hectare en production de viande bovine et 72 en élevage laitier. Elles dépassent 170 euros à l'hectare en production de porcs et de volailles, de fruits et de vins d'appellation. Les dépenses énergétiques atteignent 3 600 euros par hectare en maraîchage-horti-

culture car elles sont très élevées pour les cultures sous serre.

■ La consommation d'énergie est depuis 2004 suivie en valeur, mais aussi en quantité, pour les principaux produits pétroliers que sont le fioul domestique et le gaz propane ou butane. En 2004, les exploitations consomment en moyenne 7 200 litres de fioul domestique, soit 100 litres par hectare. Les maraîchers horticulteurs en utilisent 2 200 litres à l'hectare, les arboriculteurs fruitiers 180 et les viticulteurs d'appellation 160 litres. Les éleveurs d'ovins et les producteurs de viande bovine consomment une moyenne de 65 litres de fioul par hectare.

Dépenses d'énergie en 2004

en euro par hectare



Source : Agreste - Réseau d'information comptable agricole (Rica), résultats 2004

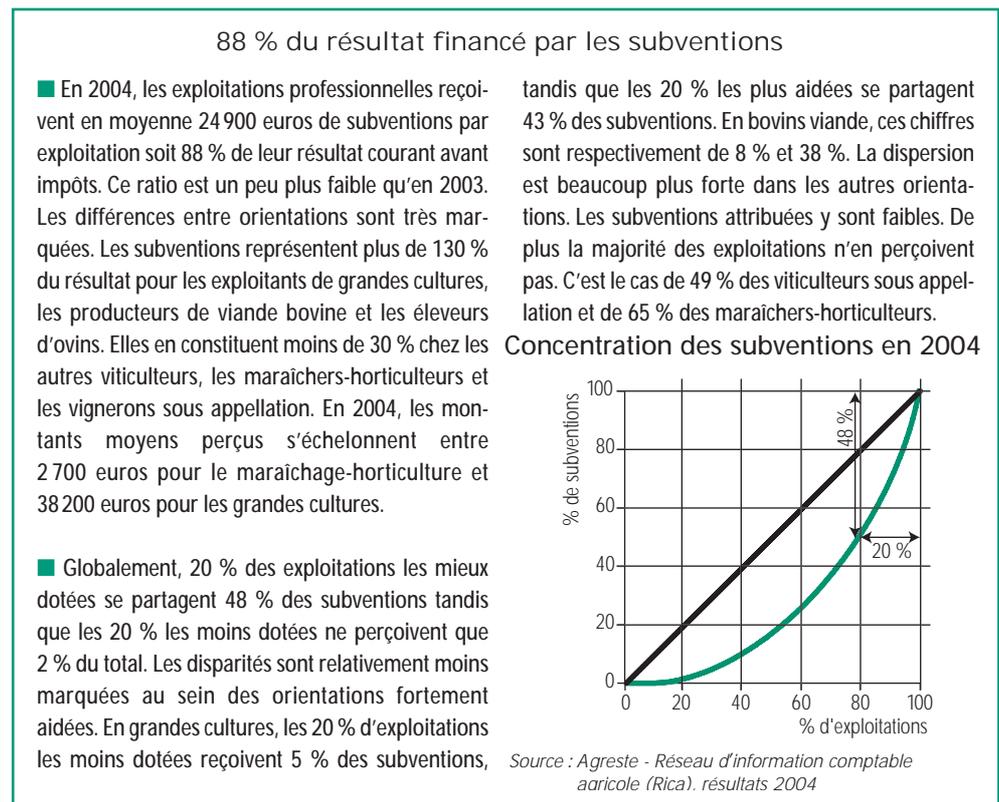
Des primes en élevage laitier

Après une année 2003 difficile, le résultat des éleveurs laitiers augmente en 2004 de 17 %. Il atteint 27 300 euros par exploitation. La valeur de la production

> laitière continue de diminuer, à cause de la nouvelle baisse de 2 % du prix du lait. Le montant des subventions augmente de 15 % et atteint 18 700 euros par exploitation. Pour la première fois en 2004, les éleveurs laitiers bénéficient d'une prime à la production laitière de 2 700 euros par exploitation. Le résultat moyen des producteurs de viande bovine se stabilise en

La situation des producteurs de porcs s'améliore

2004 à 23 700 euros. Les charges d'approvisionnement augmentent de 10 %, notamment pour les aliments grossiers. Les subventions d'exploitation demeurent à un niveau élevé : 34 600 euros en moyenne. La situation des éleveurs de porcs s'améliore en 2004. La production de porcs à l'engrais augmente en volume et en prix. La capacité d'autofinancement s'améliore, même si les prélèvements privés diminuent. L'endettement se stabilise à 185 500 euros en moyenne par exploitation,



niveau le plus élevé des orientations. Le résultat courant, qui avait fortement reculé en 2002, augmente de 29 %. Il s'élève désormais à 23 500 euros en moyenne. Les résultats des éleveurs de volailles restent au

contraire médiocres car le prix des œufs continue de reculer.

Mélanie Chassard

Bureau du Rica

Méthodologie

■ Le Réseau d'information comptable agricole (Rica) est une opération communautaire de recueil annuel d'informations comptables auprès de 62 000 exploitations agricoles, réalisée dans les États membres selon des définitions et des règles communes. Cet échantillon représente 95 % du potentiel économique de l'agriculture européenne. L'échantillon français 2004 regroupe 7 340 exploitations. Le champ couvert correspond à 383 000 exploitations professionnelles d'au moins 12 hectares d'équivalent blé. L'univers de base servant à la pondération est issu du recensement de l'agriculture 2000. Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant. Les données présentées ici sont tirées d'un échantillon provisoire de 7 227 exploitations.

■ Le résultat courant avant impôts (RCAI), indicateur central utilisé par le Rica, est la différence entre les produits, y compris les productions immobilisées et stockées, et les charges courantes qui comprennent les charges calculées comme les amortissements, mais pas les charges sociales

de l'exploitant. Il exprime une forme de revenu familial qui rémunère le travail non salarié et les capitaux propres. Dans la capacité d'autofinancement, les amortissements ne sont pas déduits. L'excédent de trésorerie d'exploitation exprime un flux effectif de trésorerie généré par les opérations d'exploitation.

■ Le RCAI se rapproche du revenu net d'entreprise agricole des comptes macroéconomiques agricoles. Toutefois, les règles d'évaluation des stocks sont différentes. Dans les comptes macroéconomiques, la valeur des stocks est mesurée à un prix moyen de l'année, dans le RICA, elle est évaluée au cours du jour. Les primes et indemnités d'assurance sont décrites dans le RICA, les comptes ne retiennent que les services d'assurance. Le traitement des subventions, identique dans les principes (rattachement à l'exercice ouvrant le droit), peut différer en pratique. Dans les comptabilités RICA, quand le montant de la créance n'a pu être estimé à la clôture de l'exercice, les subventions sont enregistrées lors de l'encaissement sur l'exercice suivant.

Quelques valeurs moyennes par exploitation selon les orientations en 2004

	Ensemble	Grandes cultures	Viticulture d'appellation	Fruits	Bovins lait	Bovins viande	Porcins et volailles
Nombre d'exploitations représentées	383 100	84 400	36 000	11 200	70 000	42 400	15 100
Caractéristiques physiques							
Surface agricole utilisée (ha)	68,7	102,4	18,7	26,2	63,1	76,7	37,8
dont : SAU en fermage	52,2	84,6	11,7	17,4	48,0	51,0	26,2
Effectifs animaux (en UGB ¹)	61,9	14,1	1,2	3,8	72,2	87,8	327,2
Nombre d'UTA ²	1,86	1,61	2,78	3,97	1,62	1,31	1,86
dont : UTA non salariées	1,42	1,28	1,38	1,41	1,55	1,26	1,58
Financement et éléments du bilan (millier d'euros)							
Capacité d'autofinancement	48,9	50,8	72,2	45,7	47,0	37,7	51,4
- Prélèvements privés	30,5	32,0	41,0	37,4	29,4	23,5	28,3
= Autofinancement	18,4	18,9	31,2	8,3	17,6	14,2	23,1
Actif immobilisé	185,2	166,2	210,2	138,4	191,4	196,3	214,4
Actif circulant	101,8	93,4	278,0	92,3	66,7	76,3	96,0
Stocks	62,1	43,0	212,8	34,4	39,6	44,9	68,2
Capitaux propres	184,9	158,4	343,0	133,3	166,0	203,6	125,7
Endettement total	103,0	102,1	146,3	98,2	92,8	69,3	185,5
Soldes intermédiaires de gestion (millier d'euros)							
Ventes et autoconsommation	109,8	100,4	155,9	148,3	98,7	54,2	241,7
- Achats d'animaux	4,5	2,3	€	0,1	3,3	7,5	25,2
= Ventes et autoconsommation (nette des achats d'animaux)	105,3	98,2	155,8	148,2	95,4	46,7	216,4
+ Production stockée (y compris animaux)	3,7	1,4	15,9	1,8	2,5	4,2	5,5
+ Production immobilisée (hors animaux)	2,3	0,8	2,9	4,8	2,3	1,2	5,2
+ Produits divers	1,9	3,5	3,0	2,1	0,8	0,7	1,1
= Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)	113,2	103,9	177,6	156,9	101,0	52,8	228,2
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,2	0,5	0,1	0,1	0,1	€	0,1
- Charges d'approvisionnement	38,9	42,9	24,1	27,1	31,5	22,0	128,5
- Autres achats et charges externes (non compris fermages)	30,4	27,9	36,2	45,2	30,3	19,7	44,1
= Valeur ajoutée	44,1	33,6	117,3	84,7	39,3	11,1	55,6
+ Remboursement forfaitaire TVA	€	€	€	€	€	€	€
+ Subventions d'exploitation	24,9	38,2	4,3	10,7	18,7	34,6	14,8
+ Indemnités d'assurance	0,9	1,3	0,9	2,5	0,5	0,5	0,4
- Fermages	8,4	11,7	16,6	5,7	6,2	5,1	4,6
- Impôts et taxes	1,8	2,2	2,6	2,4	1,5	1,0	1,5
- Charges de personnel	8,0	6,2	27,3	43,8	1,1	0,7	5,9
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	51,6	53,0	76,0	46,0	49,7	39,4	58,9
+ Transferts de charges	0,6	0,8	1,2	2,1	0,3	0,1	0,3
- Dotations aux amortissements	20,4	22,7	20,7	20,2	19,4	13,9	27,7
= Résultat d'exploitation	31,9	31,1	56,5	27,9	30,6	25,7	31,5
+ Produits financiers	0,3	0,6	0,3	0,3	0,2	0,1	0,2
- Charges financières	3,8	3,8	4,9	3,0	3,5	2,1	8,2
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	28,4	27,9	51,8	25,1	27,3	23,7	23,5
+ Plus ou moins valeur sur cession d'actifs immobilisés	2,6	4,7	1,8	2,1	2,3	1,6	1,0
+ Quote-part des subventions d'investissement affectée à l'exercice	0,9	0,4	0,7	2,2	1,0	0,8	1,2
+ Profits et charges exceptionnels	0,2	0,2	-0,3	0,3	0,3	0,1	0,2
= Résultat de l'exercice	32,1	33,2	54,0	29,8	30,8	26,2	25,9
Subventions (millier d'euros)							
Primes aux produits laitiers et paiements supplémentaires ADL	0,8	0,1	€	€	2,7	€	0,6
Prime aux bovins mâles	1,1	0,3	€	€	1,1	3,5	0,7
Prime à la vache allaitante	2,5	0,8	0,1	0,1	0,2	12,2	2,1
Autres primes bovines	1,6	0,4	€	0,1	1,8	5,7	1,2
Céréales, oléagineux, protéagineux et jachère	13,0	33,0	1,3	2,4	7,5	2,7	7,3
Aides agri-environnementales	1,5	1,0	0,3	0,5	1,9	3,6	0,4
Autres aides	4,4	2,6	2,5	7,6	3,5	6,8	2,6

€ : nombre inférieur à 50 euros.

1. UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis mère à 0,18 UGB.

2. UTA : unité-travail-année, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année.

Champ : ensemble des exploitations professionnelles.

Source : Agreste - Réseau d'information comptable agricole (Rica), résultats 2004